

COMMUNIQUE

La Confédération Syndicale des Forces Productives (COSYFOP) exprime ses sincères remerciements et sa gratitude envers le Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, pour les mesures de grâce présidentielle récemment décidées, ayant permis la libération de 2471 détenus. Ces initiatives d'apaisement reflètent un engagement fort du Président à renforcer le front national et à œuvrer pour la réconciliation, une démarche que nous apprécions et soutenons pleinement.

Cependant, nous demeurons profondément préoccupés par les récents développements diplomatiques dans les relations algéro-françaises, notamment après l'annonce par notre gouvernement d'avoir déjoué une conspiration impliquant les services de renseignement français. Ces tensions aggravent une situation déjà complexe et nécessitent une gestion prudente et réfléchie pour protéger les intérêts suprêmes et la souveraineté de l'Algérie.

Par ailleurs, nous exprimons notre profonde perplexité face à la visibilité médiatique accordée par les médias français à certaines personnes se prétendant de l'opposition algérienne. Ces individus critiquent la situation politique et les droits de l'homme en Algérie, alors même qu'ils n'ont jamais lutté depuis l'intérieur du pays ni partagé les souffrances de l'opposition ni les aspirations des Algériens vivant sur leur propre terre. Ils ne représentent en aucun cas la véritable volonté du peuple algérien et ne reflètent pas les aspirations d'une opposition authentique, engagée dans la construction d'un État démocratique et fort.

Les attaques de ces opportunistes ne servent en rien les intérêts de l'opposition algérienne ; au contraire, elles nuisent à sa crédibilité, ternissent son image auprès de l'opinion publique nationale et, par conséquent, entravent le changement pacifique que nous prônons. De plus, le pouvoir politique en place porte une lourde part de responsabilité dans l'émergence de telles dérives. En effet, la politique de répression et d'exclusion visant les voix d'opposition authentiques et sincères à l'intérieur du pays pousse certaines d'entre elles à l'exil, où elles finissent par être instrumentalisées par des réseaux étrangers pour promouvoir des agendas qui ne servent ni l'Algérie ni son peuple.

Il est urgent que le pouvoir dépasse la logique du tout sécuritaire et ouvre la voie à un dialogue inclusif avec toutes les voix d'opposition sincères, refusant d'être instrumentalisées par des acteurs étrangers. Les dangers qui menacent l'Algérie sont désormais évidents, et persister dans des positions rigides, ainsi que maintenir la fermeture du dialogue, ne feront qu'aggraver les tensions et les divisions.

Notre profonde inquiétude pour l'Algérie nous conduit à rompre le silence. Nous appelons Monsieur le Président de la République à accélérer la mise en œuvre de mesures concrètes d'apaisement et de réconciliation nationale véritable, en commençant par les étapes suivantes :

- 1- **Libération des prisonniers d'opinion détenus** uniquement pour avoir exprimé leurs idées et critiqué la politique du gouvernement.
- 2- **Ouverture de l'espace médiatique national** aux voix critiques et constructives, permettant l'expression d'idées de manière objective, sans attaques ni dénigrement des institutions de l'État.
- 3- **Mise en place de garanties suffisantes pour les opposants exilés**, afin de leur permettre de retourner dans leur pays et de participer à la reconstruction de l'État, dans un climat exempt de harcèlement policier ou judiciaire.
- 4- **Préparation sérieuse d'un dialogue national inclusif** avec toutes les parties de l'opposition dont les objectifs sont alignés sur l'intérêt supérieur de l'Algérie, et création d'une commission mixte pour préparer ce dialogue, dans un esprit de réconciliation et de coopération nationale.

La mise en œuvre de ces mesures constituerait une avancée majeure pour contrer les opportunistes qui exploitent la situation politique et la politique du tout sécuritaire du gouvernement à des fins personnelles. Elle restaurerait également la dignité de tous les opposants réprimés ou exilés, qui se sont opposés honorablement au gouvernement, dans l'objectif de construire un État démocratique et populaire, fort, à l'image de celui rêvé par les martyrs et les moudjahidines de la glorieuse Révolution de libération.

En conclusion, la Confédération Syndicale des Forces Productives réaffirme l'importance d'unir nos forces et de faire front commun face aux défis actuels de l'Algérie. Nous appelons chacun à dépasser ses divergences et à se concentrer sur l'intérêt supérieur de la nation, car l'Algérie mérite que nous agissions tous ensemble pour bâtir un avenir meilleur.

Jeunesse... Libre et Démocrate.

Genève le 09/01/2025

Le président de la COSYFOP

Raouf Mellal

